

La France affairiste soutiendrait-elle Ali Bongo ?

Des personnalités politiques de premier plan (diplomates et autres), aux hommes d'affaires et journalistes de Jeune Afrique (François Soudan et Marwane Ben Yamed), la France affairiste estime-t-elle comme une donnée naturelle l'autocratie de l'actuel chef de l'Etat gabonais ? Si la loi est respectée ailleurs, pourquoi ne le serait-elle pas au Gabon ?

Charles Mendome

Au regard de ses agissements, il y a lieu de stigmatiser la France affairiste, bientôt « *comptable devant l'humanité du plus haut tas de cadavres gabonais* », morts pour la République confisquée par Ali Bongo et sa légion étrangère. Peut-être un remake de la France colonialiste ! Bolloré, Kerangall, Chenel, Tomi du PMUG, Veolia, Comilog, Total, Séalory, Sobraga, la Sonapresse et tutti quanti, ont-ils intérêt à soutenir le despote de Libreville au nom d'une certaine collusion d'intérêts ? En 2016, peut-on s'enrichir en appauvrissant le peuple gabonais ?

Cette France là, celle des affaires, soutient mordicus, à travers des commentaires élogieux de salon, articles di-thyrambiques et aide financière, le despote de Libreville. Mettant entre parenthèse, le souvenir de la prise de la Bastille qui a apporté à la France tout entière le vent de liberté et lui permit de se doter comme devise : Egalité-Liberté-Fraternité. La longue lutte menée jusqu'au 14 juillet 1789 humanisa l'humanité française.

Consciente donc de ce passé douloureux, la France affairiste devrait refuser l'aide au Gabon dirigé par un régime autoritaire, combattu de tous les côtés sur le territoire national, au nom des principes universels des libertés fondamentales. Pourquoi ? Parce que le potentat du palais



François Hollande ferme-t-il les yeux devant une bouche-rie en préparation ?

du bord de mer et ses séides ont censuré la liberté d'expression des populations. Certains organes de presse d'opinion et chaînes privées de télévision, parce que très critiques à l'égard du pouvoir, sont bâillonnés. Signe des temps, le ministre de la Communication a refusé de verser la subvention, pourtant prévue par la loi, à certains journaux dont *L'Aube*, *La Loupe*.

Précarité du droit à la liberté d'expression...

La précarité du droit à la liberté d'expression, au Gabon, a été illustrée, d'une manière quasi burlesque, à l'occasion d'un show organisé par les « *émergents* » au Rond-point de la démocratie, après qu'Ali Bongo eut, sans vergogne, déposé son dossier de candidature à la présidentielle d'août prochain. Des leaders syndi-

caux et ceux de la société civile libre ont été enlevés par la police judiciaire et d'investigation à la solde du pouvoir. Jusqu'à maintenant, ils y sont toujours gardés à vue. Primo, au mépris de la loi. Secundo, pour des motifs fallacieux.

Il est impossible, ainsi que l'a fait observer Mongo Béti dans « *Main basse sur le Cameroun. La France contre l'Afrique* », qu'un président, qui n'accepte pas le dialogue avec ses concitoyens, utilise rationnellement l'aide qui lui est attribuée. Cela revient à aider le potentat et non les populations.

L'on constate, aujourd'hui, une curiosité : un pays déboussolé. Le mépris scandaleux du droit à la propriété dans un système qui se réclame du libéralisme : les engins des grandes sociétés de travaux publics, nationales ou étrangères, ceux des entreprises privées d'exploitation forestière dévastent champs, plantations et même les habitations sans que les paysans soient jamais indemnisés, consultés, ni même informés d'avance.

La défaillance de l'administration s'étale partout...

L'incroyable décrépitude de la ville se lit dès l'abord dans les chaussées éventrées où les automobiles ne peuvent avancer à plus de cinq kilomètres à l'heure, obligées qu'elles sont de contourner les excavations qui les guettent à chaque tour de roue.

La défaillance de l'administration s'étale partout, en particu-

lier dans les monceaux de détritus dont les trottoirs, parfois les chaussées, elles-mêmes, sont encombrées. Pas un soupçon de voirie, malgré l'existence de la société Averda. Pas davantage de brigade de pompiers. Libreville est à la merci des incendies, surtout dans les zones sous intégrées, difficiles d'accès. On vante les CHU construits par VAMED Engineering, mais ce ne sont que des coquilles vides : le matériel Hi Tech est quasi absent et quand il existe à certains endroits, il ne peut être manipulé, les utilisateurs (le personnel soignant) n'a pas été formé. Plus grave, VAMED a construit ces structures à des taux prohibitifs, par conséquent, les futures générations hériteront d'une dette colossale liée à ces investissements au coût exorbitant. Ali Bongo est incapable d'entreprendre et de mener harmonieusement à terme le développement du pays. Partout, ça sent la frénésie du gaspillage. Libreville et les grandes villes-champignons de l'intérieur sont chargées de politiciens corrompus, trop vite enrichis au détriment de l'Etat. Comment le développement peut-il s'accommoder de l'obscurantisme qui fait partie de l'essence même de l'autocratie gabonais ? Que la France affairiste sache une chose : « *chaque peuple, quelque petit qu'il soit, tient une partie du front, donc en définitive, est comptable d'une part même infime de l'espérance humaine* ». ■